



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Ce n'est pas le communisme qui meurt, c'est son pire ennemi : le stalinisme

■ L'effondrement brutal du stalinisme aujourd'hui se traduit par des convulsions en chaîne qui secouent tout le glacis est-européen, de la Pologne à la Hongrie, de la RDA à l'URSS elle-même.

Toute la bourgeoisie occidentale se rue déjà sur ces événements pour relancer une gigantesque campagne d'intoxication idéologique, à l'Ouest comme à l'Est, d'une ampleur et d'une puissance sans égale depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Elle cherche à empoisonner la conscience des ouvriers, ici, en Occident non seulement en assimilant odieusement l'écroulement du stalinisme à une faillite du communisme, mais aussi en tentant de ranimer dans la classe ouvrière un maximum d'illusions démocratiques.

C'est pourquoi elle tente d'exploiter à fond, ici, en Occident, les très fortes illusions démocratiques qui percent actuellement en Europe de l'Est, notamment à travers les exodes massifs de populations et surtout les manifestations massives de rue en RDA où résonnent les cris "A bas le communisme ! Vive la liberté ! Vive la démocratie !".

Ouvriers d'Occident, ne tombez pas dans les pièges qui vous sont tendus aujourd'hui, à vous comme à vos frères de classe à l'Est ! Ne vous laissez pas influencer par les chants de sirènes d'une bourgeoisie qui ne cherche qu'à vous désarmer dans le développement des combats de classe que vous avez partout engagés contre elle !

"Les régimes staliniens, c'est le communisme" : voilà ce dont elle voudrait d'abord vous persuader dans la situation présente. Le communisme, ce serait donc bien la pire des monstruosités, ce serait l'instauration de ces infâmes régimes de terreur que les populations à l'Est, et surtout les ouvriers, rejettent à l'heure actuelle massivement et avec haine par tous les pores de leur peau.

Cette propagande que la bourgeoisie déverse désormais quotidiennement à pleins tombereaux, c'est la même vieille mystification totalement frelatée qu'elle vous serine aux oreilles depuis plus de 40 ans ! Rien n'est plus faux ! Jamais le stalinisme n'a représenté une quelconque continuité avec la vague révolutionnaire qui a ébranlé le monde entre 1917 et 1923 ! Jamais et à aucun titre, le stalinisme n'a été l'héritage d'Octobre 17 ! Jamais, à l'inverse du marxisme, le stalinisme n'a représenté ni défendu les intérêts de la classe ouvrière !

Tout cela n'est que le grand mensonge que toutes les fractions de la bourgeoisie sans exception - de

l'extrême droite à l'extrême gauche - n'ont jamais cessé de propager depuis 50 ans. C'est ce mensonge pur et simple que n'a cessé de colporter particulièrement le PC, grand "défenseur du communisme" dans les pays de l'Est devant les masses ouvrières. C'est ce mensonge que défendent aussi les différentes chapelles trotskystes sous une forme plus pernicieuse encore en prétendant qu'il y aurait des "acquis de la révolution d'Octobre" à défendre dans les régimes staliniens.

Le stalinisme a toujours été au contraire un des ennemis les plus sanguinaires et les plus implacables de la classe ouvrière. C'est l'appareil stalinien qui a été le premier bourreau de la révolution prolétarienne d'Octobre en Russie. C'est lui qui a déporté, emprisonné et massacré des centaines de milliers d'hommes qui ont fait cette révolution, des procès de Moscou à la guerre d'Espagne, tous ceux qui en étaient les forces vives, l'avant-garde du prolétariat mondial. Et pendant plus de 60 ans, le stalinisme a poursuivi la même besogne, non pas au service de la révolution, mais de la contre-révolution la plus terrible de l'Histoire, en ne cessant de faire assassiner, de broyer, d'exploiter et de totalement museler des générations de prolétaires dans le monde.

Ainsi, même dans sa mort aujourd'hui, le stalinisme ne sert pas autre chose que les intérêts de toute la bourgeoisie. C'est son cadavre pestilentiel que la bourgeoisie s'empresse d'exhiber et de balancer en travers de votre chemin, pour obscurcir votre conscience et pour vous dégoûter de la seule issue possible à la barbarie croissante du capitalisme : la révolution communiste du prolétariat mondial. A travers la mystification d'un capitalisme qui aurait balayé définitivement la perspective du communisme, il n'y aurait plus pour les ouvriers que le faux choix : le capitalisme ou le chaos. Le soi-disant "triomphe" de la "démocratie bourgeoise" sur le "totalitarisme communiste" vise avant tout à persuader les ouvriers que toute tentative révolutionnaire, toute perspective de changer le monde, est vouée à l'échec et surtout "à retomber inévitablement sous le joug totalitaire". Donc, pire, elle cherche à transformer en repoussoir à vos yeux toute notion de révolution prolétarienne, de dictature du prolétariat et toute perspective de société communiste.

C'est pourquoi la bourgeoisie prend appui sur "la célébration" de la mort du stalinisme pour relancer, amplifier, intensifier, sa campagne pour "la défense de la démocratie", lancée depuis plusieurs mois à travers les commémorations de la "déclaration des droits de l'homme" puis du bicentenaire de la révolution bourgeoise. L'objectif de ce battage est d'enfoncer les ouvriers dans la voie du déboussolement. Elle veut vous pousser davantage à la résignation pour saper encore plus profondément dans vos têtes toute perspective d'un monde différent en cherchant à vous faire croire que la démocratie occidentale est le meilleur des mondes possibles et que le capitalisme représente un moindre mal.

Ainsi, d'ores et déjà, il apparaît que la bourgeoisie va tout faire pour vous rabattre dans les bras des porte-paroles les plus représentatifs de cette idéologie : les sociaux-démocrates de tous bords, ceux-là mêmes qui en 1919-1923, à travers l'écrasement dans le sang du prolétariat révolutionnaire en Allemagne - et dont Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été les premières victimes - ont donné le coup d'arrêt décisif à la révolution mondiale, ouvrant ainsi la porte au déchaînement de la contre-

révolution stalinienne.

Ouvriers ! Aujourd'hui comme hier, la bourgeoisie cherche à vous enchaîner à ses mensonges. Souvenez-vous que c'est cette même fausse opposition entre "démocratie" et "totalitarisme" qui dans les années 30 a été exploitée par les fronts populaires pour vous embrigader par dizaines de millions dans la deuxième boucherie mondiale, au nom de l'anti-fascisme ! Régimes démocratiques et régimes staliniens, comme naguère anti-fascistes et fascistes, n'ont toujours été, ne sont toujours, que les deux faces d'une même réalité : le système capitaliste en pleine décadence. L'effondrement de tout un bloc impérialiste aujourd'hui à travers celui de ses régimes staliniens n'est rien d'autre qu'une manifestation révélatrice, non de la faillite du communisme, mais bien de la faillite générale du capitalisme lui-même, sous le poids de sa propre crise économique, de sa propre décomposition, de son propre pourrissement. Cette faillite irréversible ne peut qu'entraîner l'humanité vers la barbarie et le chaos généralisés.

Ouvriers, il n'y a rien à attendre de ce système, il faut le détruire. La révolution du prolétariat mondial et l'édification de la société communiste constituent plus que jamais la seule perspective d'avenir pour l'humanité.

YD

SOMMAIRE

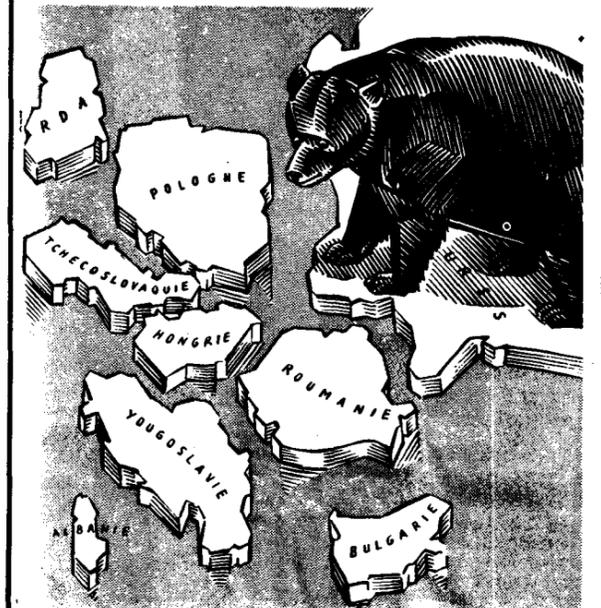
- Peugeot, Finances : les syndicats parachèvent la défaite.....p.2
- La "Coordination Infirmière" dévoile ouvertement sa vraie nature.....p.2
- Comment mener efficacement la lutte ?.....p.3
- Mitterrand à Caracas.....p.3

CRISE DANS LES PAYS DE L'EST

- Les convulsions mortelles du stalinisme.....p.5
- Hongrie.....p.4
- Pologne.....p.4
- L'Allemagne de l'Est au coeur de la tourmente.....p.6

CRISE DU BLOC DE L'EST

(LIRE P. 4 à 7)



PEUGEOT-IMPOTS

LES SYNDICATS PARACHEVENT LA DEFAITE

■ C'est au bout de sept semaines de grève que les ouvriers de Peugeot ont repris le travail sans avoir rien obtenu, sinon quelques miettes pour une minorité d'entre eux, complètement épuisés, laminés, avec à la clé deux mois de salaires perdus, dans une ambiance de division maximum entre les ouvriers et avec derrière eux, une expérience qui, loin d'être un encouragement au combat, leur laisse un sentiment de totale impuissance. Aux Finances, c'est le même sentiment d'impuissance qui gagne dans une grève qui s'étire en longueur depuis près de cinq mois et qui aujourd'hui n'en finit plus de pourrir sur place, enfermée plus que jamais sur elle-même, sans perspective aucune.

Dans les deux cas, l'image qu'offrent ces luttes, c'est non seulement celle d'une impasse totale, mais aussi celle d'un terrain complètement pourri, dans lequel ceux qui s'agitent, discutent, négocient et "font l'événement" ont nom syndicats, gouvernement, patronat, mais où les ouvriers, eux qui sont les principaux concernés, semblent absents de la scène. Où est la lutte ? Où sont les assemblées ouvrières ? Où est la dynamique d'élargissement qui permettrait à d'autres secteurs ouvriers de s'engager dans la bataille ? Où est l'unité de la classe ouvrière, dans ces grèves isolées, éclatées, saucissonnées, mises en exergue par les médias et dans lesquelles le reste de la classe ouvrière ne se reconnaît pas ?

UN TERRAIN TOTALEMENT INVESTI PAR LES SYNDICATS

Nulle part ! Elles n'ont jamais existé ! Depuis le début, ces luttes ont été prises dans la nasse syndicale et elles n'ont jamais pu en sortir. Pour mieux investir tout le terrain et faire échec à tout risque de débordement, les syndicats, toutes chapelles et toutes tendances confondues, ont non seulement adopté un langage hyper-radical, rivalisant de discours "combattifs", mais ils se sont serrés les coudes. Eux, qui depuis des années nous ont habitués à jouer le jeu de la division entre eux, ont sorti de leur chapeau la vieille tactique de l'"unité syndicale". Ils ont mis sur pied partout des intersyndicales, et c'est forts de leur unité qu'ils ont réussi à entraîner dans un combat piégé d'avance une partie des ouvriers et à organiser la dispersion ouvrière. A Peugeot comme aux Impôts, ce sont sur des minorités d'ouvriers qu'ils se sont appuyés pour démarrer la grève et pour la mettre sur une voie de garage, où elle était condamnée à rester isolée, enfermée dans le secteur ou la corporation.

C'est ainsi qu'à Peugeot, assurés d'avoir bien les choses en mains, ils ont organisé d'emblée l'enfermement de la lutte dans l'entreprise. D'abord dès le démarrage de la grève à Mulhouse, en transformant le besoin d'élargir la lutte en problème de l'"extension à Peugeot-Sochaux" (voire à Poissy en région parisienne !). Ensuite avec l'aide du patron et des médias, ils ont tout fait pour que cette grève soit totalement réduite à un "conflit-maison", où ce qui était en jeu ce n'était plus des revendications sur les salaires qui sont communes à toute la classe aujourd'hui, mais "l'intransigeance de Calvet", "le cas particulier de Peugeot". Enfin,

toujours dans l'unité syndicale et avec la même radicalisme jusqu'au-boutiste, ils ont pu parachever l'enfermement en organisant la fameuse occupation de la Forge de Mulhouse. Les trois dernières semaines de la grève ont été entièrement focalisées sur cette question de la forge, terrain d'action sur lequel les syndicats ne peuvent être que parfaitement à l'aise, parce qu'il leur permet de bloquer toute l'usine avec quelques grévistes et de renforcer encore leur omniprésence sur le terrain. Pour les ouvriers, cette action n'était certes pas un renforcement ! Elle ne faisait que parachever l'isolement total de la lutte, les rendre encore plus impuissants, enfermés dans l'usine occupée, définitivement quadrillés, encadrés par les syndicats d'un côté, les vigiles patronaux de l'autre.

Aux Finances, de la même façon, les syndicats ont dès le début mis en place l'enfermement de la lutte dans le secteur des impôts. C'est sciemment qu'ils ont entretenu pendant tout l'été une grève minoritaire, une "grève minimum", où ils faisaient faire grève à une minorité tandis qu'ils organisaient un véritable racket des non-grévistes (qualifié pour l'occasion de "solidarité financière"). Pendant ce temps, alors qu'ils mettaient en avant des revendications sur les indices qui concernent toute la fonction publique, ils n'ont eu de cesse de répéter qu'il s'agissait là d'un problème des Finances et qu'on pouvait gagner en tant que secteur des Finances. Ainsi, plusieurs mois après son démarrage alors que la grève était bien enfermée, clairement engagée dans l'impasse de l'isolement et du corporatisme, ils ont pu se permettre de lancer des appels "à généraliser le mouvement", en fait à étendre la défaite. Les "nouvelles troupes", cette fois plus nombreuses, qui rejoindront la grève à partir du mois de septembre, malgré leur énorme combativité et détermination, n'arriveront jamais à reprendre l'initiative aux syndicats et à modifier la dynamique du mouvement. Elles vont se retrouver au contraire entraînées dans des actions plus stériles les unes que les autres (rassemblements devant l'Assemblée Nationale, le siège du PS, ou la télévision) soi-disant pour "populariser la grève" ou, pire encore, dans des propositions d'actions qui ne peuvent que dresser le reste de la classe ouvrière contre les grévistes et renforcer l'isolement, telles que "le blocage de la paie des fonctionnaires" ! C'est dans cette situation que les syndicats peuvent aujourd'hui s'offrir le luxe de continuer à jouer la prolongation de la grève, toujours dans leur fameuse "unité", alors que le gouvernement vient pourtant de lâcher des concessions qui suffit d'habitude à les faire appeler à la reprise du travail. Ne nous faisons pas d'illusion ! Si les syndicats appellent à continuer la grève, à un moment où la mobilisation s'effiloche chaque jour un peu plus, c'est bien pour pousser encore plus loin l'isolement et rendre la défaite encore plus cuisante, exactement comme ils l'ont fait à Peugeot. D'ailleurs le gouvernement de son côté s'apprête bel et bien à assener un grand coup contre les grévistes des Finances, puisqu'il menace d'opérer des retenues sur salaires pour chaque jour de grève, pouvant aller jusqu'à 10 jours par mois. Pour quelques francs sup-

plémentaires revendiqués par les syndicats pour justifier la poursuite de la grève, de nombreux grévistes risquent de se retrouver devoir vivre avec deux tiers de leurs salaires dans les mois qui viennent.

LA BOURGEOISIE VEUT ASSENER UNE DEFAITE A TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Aujourd'hui, comme jamais depuis bien longtemps, les syndicats occupent le haut du pavé, jouent les fiers à bras et apparaissent dans une position de force telle qu'ils peuvent se permettre, alors qu'aussi bien aux Impôts qu'à Peugeot la défaite est consommée, de crier victoire ouvertement et de se décerner des satisfecit sur leur magnifique travail de sabotage de la combativité ouvrière. Particulièrement répugnant est le cynisme avec lequel la CGT parle de "reprendre la tête haute" à Peugeot. Elle est relayée en cela par tous les médias, journaux et télévision, qui présentent cette grève comme "exemplaire", et les ouvriers qui y ont été impliqués comme "fiers de cette expérience", comme si la grève à Peugeot était ce que la classe ouvrière pouvait espérer faire de mieux. D'ailleurs aux Finances, c'est le même message que les syndicats sont en train de faire passer : au moment où la lutte est dans le borbier le plus total et est en train de s'effiloche dans une division extrême entre les différents services en grève, ils s'évertuent à crier : "jamais le mouvement n'a été aussi fort", "on a les moyens de gagner".

Tout ce discours s'adresse en vérité à l'ensemble de la classe ouvrière et ne vise qu'à la démoraliser en lui renvoyant une image déformée d'elle-même : l'image d'une classe incapable de prendre l'initiative et qui n'a d'autre alternative que soit suivre docilement les syndicats, soit rester passive. La défaite que la bourgeoisie vient d'infliger aux ouvriers de Peugeot et des Finances, elle veut ainsi la transformer en défaite pour toute la classe ouvrière, en généralisant dans ses rangs le sentiment d'impuissance et l'idée que le moins pire c'est encore de s'en remettre aux syndicats.

La classe ouvrière doit refuser ce faux choix. Elle doit savoir que si elle laisse le terrain libre aux syndicats, après les ouvriers de Peugeot et des Finances, ce sont d'autres secteurs ouvriers encore, qui risquent d'être embarqués dans les mêmes impasses. La méfiance très forte qui règne dans les rangs ouvriers vis-à-vis des syndicats, renforcée aujourd'hui par l'exemple écoeurant d'impuissance donné par ces expériences récentes, ne doit pas pour autant conduire la classe ouvrière à la paralysie, comme le souhaite la bourgeoisie. Toute la classe ouvrière doit au contraire regarder en face la réalité de ces défaites et en tirer les leçons. A savoir que toute place laissée aux syndicats dans la conduite des luttes, nous amène tout droit à l'échec. Pour mener la bagarre il faut nous préparer à affronter l'obstacle syndical et à imposer nos propres méthodes de luttes.

PE (28/10/89)

LA "COORDINATION INFIRMIERE" DEVOILE Ouvertement SA VRAIE NATURE

■ Enfin nous y voilà !

Il n'aura pas fallu plus d'un an pour voir tomber le déguisement des coordinations.

Dans les luttes en octobre 88, elles se voulaient être les plus beaux exemples de la nécessité de l'heure : "pour garantir à notre lutte toutes les chances de succès, il faut sortir de l'emprise syndicale!".

Sur le terrain, histoire de prouver leur radicalisme et leur "indépendance" à l'égard des syndicats, les coordinations filtraient les manifestants pour qu'aucune étiquette syndicale ne figure sur les tee-shirts et sur les banderoles. "On n'est pas un syndicat!", "les syndicats, dehors!", "nous représentons la base!". Voilà avec quels mots d'ordre ces coordinations auto-proclamées, préparées à l'avance et promues par un formidable coup de pub médiatique, allaient construire leur succès, tant était grand dans la classe ouvrière le sentiment de rejet vis-à-vis des syndicats et le besoin de lutter hors de leur contrôle.

Dans la lutte des infirmières de l'automne 88, alors que tout le monde ne souhaitait rien tant qu'oublier ces saboteurs de la lutte revendicative que sont les syndicats, la Coordination Infirmière d'Ile-de-France (CIIF), une fois assurée la mainmise sur le mouvement, leur permettait de revenir progressivement sur le devant de la scène. Ainsi grâce à la CIIF, le rôle du syndicalisme n'a cessé de grandir dans les coulisses de la grève au début puis ouvertement au moment des négociations avec Evin.

Par la suite, sur cette lancée au cours des luttes dans la fonction publique durant toute l'année 89, les syndicats ont tenté de rattraper tout leur retard. D'inaptes qu'ils étaient à assurer un contrôle efficace des grèves, ils sont au devant de la scène aujourd'hui sur tous les fronts dans la plus belle unité.

La remise en selle d'un syndicalisme moribond aura été permise essentiellement par ce travail de sape des coordinations en 88, empoisonnant la confiance de la classe ouvrière en ses propres forces d'un corporatisme suranné. Cette cuisante défaite aboutit aujourd'hui à redonner une image "combattive", "responsable" et "unitaire" à des syndicats hier encore terrassés par des années de collusion avec la politique anti-ouvrière du régime Mitterrand.

Aujourd'hui, bas les masques ! L'alliance avec les syndicats tant décriée est un fait manifeste ! Non seulement les syndicats sont invités à participer aux manifestations de la CIIF, mais ils sont appelés à les organiser : le 12 Octobre c'est la CGT qui se chargeait du service d'ordre. Le 21, c'est la crème du syndicalisme radical qui se trouvait dans la rue main dans la main avec la CIIF : CGT, CRC, CREM, etc... La hideuse nature anti-ouvrière des coordinations nous est ainsi révélée au grand jour !

Sachons donc nous en rappeler demain lorsque de nouveau elles se présenteront comme les porte-voix de nos intérêts.

Yaëlle

LISEZ

NOTRE BROCHURE :

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES OCTOBRE 1988

Le corporatisme : un poison pour les luttes ouvrières

Les coordinations : la nouvelle arme de la bourgeoisie

1011
6016

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

CONTRE LE SABOTAGE SYNDICAL, COMMENT MENER EFFICACEMENT LA LUTTE ?

■ Les grèves qui se sont déroulées à Peugeot et aux Finances ont montré encore une fois que lutter isolé dans son secteur, dans son entreprise, ne mène qu'à la défaite. C'est dans le but d'enfermer les ouvriers, de diviser leurs forces, que les syndicats ont œuvré, mais on les a aussi vus avoir l'air plus que jamais de se battre pour l'unité, pour l'extension, afin de mieux vider de leur sens ces besoins réels de la lutte, de mieux les dénaturer aux yeux des ouvriers. Aujourd'hui, pour la classe ouvrière, c'est une nécessité vitale de lutter massivement et unis, d'élargir la lutte aux autres secteurs pour constituer le front ouvrier le plus large, seul capable de riposter efficacement aux attaques de la bourgeoisie.

IL FAUT SORTIR DU SECTEUR ET S'UNIR DANS LA LUTTE

Cette nécessité de se battre massivement, le plus nombreux possible, dans les rangs de la classe ouvrière et non pas isolés, seul, chacun dans son coin, se fait de plus en plus sentir. La réponse à la réalisation pratique de ce besoin vital, c'est l'extension, l'extension vers les autres usines, vers les autres secteurs ; et cette extension n'a de réelle consistance et de réel avenir pour la lutte que sur les bases de l'unité dans la lutte et de la solidarité ouvrière la plus active. Ce sont ces besoins de la lutte, essentiels et intimement liés, que les syndicats ont repris à leur façon pour mieux les dénaturer et mieux tromper les ouvriers.

Ainsi, au besoin des ouvriers de se battre le plus nombreux possible, dans l'unité, les syndicats ont opposé d'emblée l'unité syndicale qui est l'opposé de l'unité ouvrière véritable car ce n'est que l'unité des saboteurs. Ils ont imposé des revendications spécifiques pour mieux diviser les intérêts ouvriers. La véritable unité est tout l'inverse ; les ouvriers ont intérêt à se battre avant tout sur des revendications communes, seules unificatrices, des revendications qui concernent le plus grand nombre, même s'ils peuvent avoir par ailleurs des revendications spécifiques. Ce sont tous les secteurs de la classe ouvrière qui sont attaqués, pas seulement celui-ci ou celui-là, et de plus sur les mêmes problèmes de salaires, de licenciements ; ce sont autant de raisons d'unir les revendications.

L'unité, c'est encore tout le contraire du cloisonnement que les syndicats ont organisé en appelant, par exemple aux Finances, à rentrer "tous en grève", mais centre par centre, isolés les uns des autres. Se battre tous ensemble, c'est se rejoindre.

C'est encore dans le même but de saboter les besoins d'unité et d'élargissement de la lutte que les syndicats ont organisé des collectes aux Impôts et à

Peugeot, CFT en tête, afin de prétendument "soutenir" les grévistes. La véritable solidarité ouvrière ne consiste pas à faire la quête pour ceux qui sont en grève ; parce que réduire la question de la solidarité uniquement à l'aspect financier est en fait entretenir la division dans la classe ouvrière, parce que cela pousse le plus grand nombre à ne pas rentrer en grève, à rester passifs, à laisser ceux qui sont en grève se faire battre par petits paquets. La solidarité ouvrière véritable, tout au contraire, est active ; elle consiste à faire entrer le plus grand nombre d'ouvriers en lutte, avec leurs frères de classe déjà en lutte ; elle est le soutien par l'action, par la lutte la plus large possible.

On a enfin vu les syndicats appeler à l'extension, aux Finances et à Peugeot. Mais quelle extension ? Au mieux une extension-enfermement dans le secteur. Les ouvriers de la SNCF pendant la grève de l'hiver 86-87, ceux de Chaousson et de la SNECMA il y a deux ans, les hospitaliers l'an dernier, ont tous fait l'amère expérience de l'extension dans la corporation, dans le secteur. Cette extension-là n'est qu'un mot creux, elle est en réalité un enfermement des ouvriers sur eux-mêmes, avec l'illusion mortelle d'être nombreux et forts. Elle ne mène qu'à la défaite.

La seule réelle extension, c'est l'extension qui dépasse l'usine, le secteur, la corporation. La seule réelle extension ne consiste pas à rentrer en grève dans un secteur, chacun isolé dans son usine, à des dizaines et plus souvent à des centaines de kilomètres les uns des autres ; au contraire, les ouvriers la réalisent en allant chercher la solidarité des autres ouvriers, dans les usines, vers les centres ouvriers les plus proches, afin de les entraîner avec eux dans la lutte, sur la base de revendications communes unitaires. La seule réelle extension consiste à élargir massivement le combat géographiquement, par-delà les intérêts spécifiques de chaque corporation, vers les ouvriers actifs et les chômeurs, dans la rue. Seule cette extension représente une force pour la classe ouvrière.

PRENDRE LES LUTTES EN MAIN LUTTER EN-DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS

Mais pour réaliser cette extension, les ouvriers doivent prendre eux-mêmes leurs luttes en main ; car ce n'est qu'en comptant sur leurs propres forces qu'ils pourront développer leur combat en l'étendant partout. Ces faux amis que sont les syndicats se proposent toujours pour s'occuper de tout. Ils parlent d'assemblées générales, de comités de grève. Avec eux, derrière eux, les assemblées générales tendent à n'être que des AG sans vie ouvrière, où

ils décident de tout, laissant les ouvriers désarmés et passifs. Leurs comités de grève ne représentent qu'eux-mêmes, en aucun cas les ouvriers et encore moins les intérêts des ouvriers ; ils ne sont jamais l'expression d'AG massives, qui les élisent. Les intersyndicales qu'on a vu fleurir ces derniers temps ne se sont d'ailleurs constituées que pour mieux prendre la direction et l'organisation de la lutte pour la saboter.

A cela, les ouvriers doivent opposer leur propre organisation de la lutte, celle qui sert leurs propres intérêts.

Il leur faut organiser des assemblées générales réellement souveraines, qui regroupent le plus grand nombre, ouvertes à tous, rejetant tout critère corporatiste, ouvertes aux autres secteurs, aux chômeurs et aux actifs ; des assemblées générales où la discussion est réellement collective et qui se mènent sur les moyens réels de se battre ; des assemblées générales qui ont réellement pouvoir de décision collective sur ces moyens, sur les revendications qui seront mises en avant dans la lutte, qui élisent des comités de grève avec des délégués révocables à tout moment, responsables devant l'assemblée générale, tenus d'appliquer les orientations de l'AG ; des assemblées générales qui envoient des délégations massives aux autres usines les plus proches, afin d'entraîner dans la lutte le plus d'ouvriers possible, afin d'élargir le combat.

Ces assemblées générales s'opposent en tout à celles, sans vie, qu'organisent les syndicats. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent prendre en charge la lutte ; c'est la leur, ils ne doivent pas en quoi que ce soit la laisser aux mains de leurs ennemis. Ils doivent en assumer entièrement toutes les responsabilités, en détenir l'entière direction, du début à la fin.

Les ouvriers ne doivent pas hésiter à dénoncer les maquilles syndicales, à se confronter aux syndicats qui ne cherchent qu'à les entraîner dans des défaites démoralisantes, ils doivent déjouer leurs pièges et leur sale besogne.

Ainsi, c'est à partir d'une prise en charge réelle de la lutte et de son extension, sur la base de revendications communes étendues à l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière, par-delà le corporatisme ou l'usinisme, que les ouvriers pourront élargir leur combat et développer l'unification de leurs luttes, seule capable de faire reculer la bourgeoisie.

Ce sont ces leçons qu'ils doivent tirer, encore une fois, des défaites qu'ils viennent de subir. C'est nécessaire et vital face aux armes que la bourgeoisie affûte toujours plus contre eux.

PPR

HOMMAGE DE MITTERRAND A LA DEMOCRATIE SANGUINAIRE DE CARACAS

■ C'est par une visite à son cher compagnon d'armes au sein de la IIème Internationale que notre très socialiste et très démocrate président Mitterrand inaugurerait sa tournée en Amérique latine il y a quelques semaines. Son premier hôte fut donc Carlos Andrés Pérez, celui-là même qui dans son pays, au Venezuela, n'est plus désigné que comme "le boucher de Caracas", après avoir écrasé et réprimé en février-mars dernier les émeutes de la faim avec une violence inouïe et sans aucune discrimination.

Cet atroce bain de sang où plus d'un millier de personnes ont été tuées, reste dans toutes les mémoires. Personne n'a oublié les scènes d'abominables tortures dans une pension de famille désaffectée, ni celles des blessés achevés au sol, ni celles d'enfants massacrés sous les yeux de leurs parents, ni la dizaine de milliers d'arrestations opérées à ce moment-là.

Mais le clou de ce voyage a été le premier discours de notre célèbre avocat patenté, d'ordinaire volant volontiers au secours des faibles et des opprimés, vibrant défenseur s'il en est de la cause des "droits de l'homme" et qui ne rate jamais l'occasion de s'en prendre aux dictatures et aux régimes totalitaires dans le monde, surtout quand il s'agit d'évoquer les libertés bafouées par le stalinisme dans les pays de l'Est ou de s'émouvoir devant la féroce répression en Chine. Cet apôtre d'un "socialisme à visage humain" avec ses allures de vieux sage qui se verrait bien pape, prophète ou mieux encore "roi-soleil" de la démocratie, apportait là tout son soutien et son entière solidarité à la "jeune démocratie vénézuélienne" en qui il saluait

un "modèle de la tradition démocratique en Amérique latine" !

Cela n'est pas nouveau ! Notre cher président est un récidiviste : au lendemain d'autres émeutes de la faim en Octobre 88 où l'Etat algérien déclençait dans le pays un bain de sang analogue et une même vague de répression, il livrait un message de soutien identique à cet autre "socialiste" notoire qu'est Chadli !

Mais ce n'est pas seulement contre les révoltes des populations miséreuses et désespérées des pays sous-développés que la social-démocratie démontre sa capacité à exercer des massacres sanguinaires et les approuve dans une belle unanimité. C'est aussi en Allemagne contre le cœur du prolétariat mondial et l'élite des forces révolutionnaires de l'époque qu'en 1919-1923, les sociaux-démocrates ont déchaîné les plus atroces et les plus sanglantes tueries.

Dans le domaine de la répression et des massacres, les sociaux-démocrates n'ont rien à envier à leurs concurrents stalinien.

Les ouvriers sont prévenus : voilà quel est le véritable sens de la "tradition social-démocrate" ! Derrière leur "union sacrée", les Mitterrand et les Pérez d'aujourd'hui démontrent qu'ils sont bien de la même race de "saigneurs" que ceux dont ils se proclament les dignes héritiers : les Noske-Ebert-Scheidemann, ceux qui se sont voulus et n'ont été rien d'autre que des bourreaux, des "chiens sanglants" dès que les intérêts du capitalisme sont en jeu.

MD



APPEL AUX LECTEURS :

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

HONGRIE

LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

■ La bourgeoisie mondiale n'en revient pas ! Ce qui était encore inconcevable il y a quelques semaines se produit sous nos yeux : l'ordre mondial issu de Yalta n'existe plus aujourd'hui. L'un des deux grands blocs impérialistes qui dominent la planète, le bloc de l'Est, se disloque jour après jour et s'effondre. Situation inédite dans le capitalisme : cet effondrement n'est le résultat, contrairement au passé, ni d'une guerre mondiale, ni d'une révolution prolétarienne. Ce n'est que le résultat de la mort du stalinisme comme forme particulière de capitalisme d'Etat, mais il est aussi le signe de la décomposition profonde qui atteint le système capitaliste tout entier (cf article ci-contre sur "les convulsions mortelles du stalinisme").

Aujourd'hui, parce que cette crise profonde touche avant tout le principal pays du bloc, l'URSS, l'unité même du bloc vole en éclats. Des pays comme la Pologne, voire la Tchécoslovaquie, mais surtout la Hongrie, comme des rats, sont en train de quitter le navire en perdition.

Et il faut reconnaître que la bourgeoisie hongroise met les bouchées doubles dans son entreprise de sauve-qui-peut. Ce seul mois d'octobre n'a connu, à Budapest, que changements -voire même bouleversements- radicaux. Tout ce qui la liait jusqu'à maintenant au stalinisme et au bloc de l'Est est remis en question et même rejeté. Dès le 6, à l'ouverture de son congrès, le parti stalinien hongrois (PSOH) frappait un grand coup : il votait, à la très grande majorité, sa propre dissolution, puis se reconstituait immédiatement en tant que parti socialiste (PSH). Etait-ce un coup de bluff, un mensonge ou un virage de plus, comme on en a tant connu de la part des stalinien par le passé, d'autant qu'on a à faire aux mêmes hommes et aux mêmes dirigeants ? Les heures et les jours qui ont suivi ont montré que non.

Non seulement ce nouveau parti socialiste rejetait sans hésitation le stalinisme et tout ce qui pouvait s'y référer, mais de plus se présentait clairement comme social-démocrate et demandait même son adhésion à la IIème Internationale, celle des Mitterrand, Brandt, Soares et compagnie, celle qui a été tant de fois montrée du doigt comme le principal ennemi par les stalinien.

Effectivement, les nouveaux socialistes de Budapest, hier encore stalinien, tournaient casaque et tout l'a confirmé depuis. Le programme qu'ils ont adopté, le 10, est particulièrement éclairant :

- 1) Rejet du socialisme d'Etat bureaucratique, c'est à dire rejet du parti-Etat, du "rôle dirigeant du parti", en d'autres termes, rejet de tout ce qui faisait le stalinisme, de tout ce qui était la base du pouvoir des partis stalinien à l'Est.
- 2) Mise en place d'un "socialisme démocratique", avec création d'un "Etat de droit" et mise en place de tous les oripeaux de la démocratie bourgeoise classique (parlement et président de la République élus, "représentants la souveraineté du peuple", multipartisme, liberté de la presse, etc...).
- 3) Le nouveau parti socialiste se veut un "parti démocratique", le parti des adhérents et rejette le

"centralisme démocratique". C'est le mode d'organisation même des partis stalinien qui est balayé.

4) Au niveau économique, c'est "l'ouverture" tous azimuts : encouragement à la propriété privée (ce qui ne peut se faire qu'au détriment de la propriété d'Etat), même si elle est étrangère, orientation accélérée de l'économie vers une économie de marché. Ce processus était, il est vrai, déjà entamé depuis quelques années en Hongrie, mais aujourd'hui il semble qu'il soit nécessaire de le pousser plus loin et plus vite du fait de l'état catastrophique de l'économie nationale. De plus, il est évident que la bourgeoisie hongroise se tourne de plus en plus clairement vers l'Occident.

5) Quant au niveau des relations internationales, c'est d'abord et avant tout l'affirmation d'une "Hongrie indépendante" et même si le programme, dans sa rédaction, est encore timide vis-à-vis de l'URSS, il prend nettement ses distances avec le Pacte de Varsovie et évoque même le retrait des troupes stationnées sur le territoire national, c'est-à-dire les troupes soviétiques.

Si, aujourd'hui, quelques jours après l'adoption de ce programme, la rupture avec le stalinisme, comme système politique et idéologique, est largement consommée (la dissolution des "milices ouvrières" de triste mémoire qui étaient à la solde du parti pour réprimer les ouvriers et celle des "cellules d'entreprises" sont à ce propos particulièrement révélatrices), ce qui semble évoluer très rapidement, c'est la prise de distance de plus en plus nette de la Hongrie vis-à-vis de son bloc de tutelle.

C'est ainsi que la commémoration par la bourgeoisie hongroise de l'insurrection de Budapest en 1956 est l'occasion d'une condamnation, inimaginable il y a quelques semaines encore, de l'intervention militaire soviétique, et même d'une dénonciation sans réticence des massacres qu'elle avait entraînés. "Aucune puissance n'a le droit d'écraser les projets sociaux et politiques d'une nation par une intervention militaire venue de l'extérieur" ose ainsi déclarer le "nouveau" parti socialiste hongrois, en publiant de rappeler qu'il a participé, sous un autre nom, à ces massacres.

La bourgeoisie hongroise sait où sont ses intérêts et elle sait qu'elle se doit de les défendre au mieux. C'est pour cela qu'elle se débarrasse du système stalinien qui a fait faillite et c'est pour cela qu'elle fait tout pour quitter un bloc impérialiste qui s'effondre. Aussi les bouleversements actuels ne sont en rien une "victoire de la démocratie contre le stalinisme", comme le ressassent sans cesse les "démocrates" de chez nous, ni encore moins celle de la Perestroïka, comme osent le dire les "stalinien modernes" pro-Gorbatchev. Le capital hongrois ne cherche, en fait, qu'à sauver sa peau. Et la classe ouvrière n'a pas à l'y aider, sinon c'est elle qui y laissera la sienne.

JE

POLOGNE

■ En août dernier, le général Jaruzelski désigne le premier ministre chargé de nommer le gouvernement. Ce sera M. Mazowiecki. Suite aux élections législatives de juin, le syndicat Solidarnosc se retrouve ainsi en force à la tête du pays. C'est maintenant ce syndicat qui prend en charge l'économie de la Pologne, la politique des prix et des salaires.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans qu'on entende à la radio, à la télévision, des discours chocs sur la "grande chance" offerte ainsi aux polonais. En effet, ceux-ci ne vont-ils pas connaître enfin les heureux "bienfaits" de la démocratie et de la liberté ! A entendre tous ces journalistes bourgeois, il ne pouvait décidément rien arriver de mieux aux ouvriers de Pologne. Et pour s'en convaincre d'ailleurs, il n'y a qu'à observer les premières mesures adoptées par ce gouvernement.

Dans une situation de crise économique capitaliste déjà catastrophique, les gouvernements stalinien précédents n'avaient pas lésiné en matière d'attaques des conditions de vie des ouvriers. Ces conditions de vie, pour la grande majorité de la population, étaient devenues intolérables. Depuis 1980, le niveau de vie des ouvriers a été divisé par quatre. Se loger est devenu un cauchemar, se soigner



Les soupes populaires se développent à Varsovie : voilà quel est le merveilleux "changement social" qu'offre le gouvernement de Solidarnosc à des ouvriers de plus en plus réduits à la misère.

correctement est de plus en plus difficile. Et malgré la hausse vertigineuse des prix (la libération des prix agro-alimentaires a provoqué une hausse de 200 à 300% en 1988), trouver de quoi se nourrir relève de l'exploit quotidien. Pourtant, tout cela n'est rien encore, si l'on en croit les déclarations de ce gouvernement plus "démocratique" et ses ministres de Solidarnosc. Les mesures de meilleure adaptation de l'économie polonaise aux lois du marché, les privatisations et l'introduction de la concurrence qui y correspondent, n'apporteront aucune amélioration sur le plan matériel. Bien au contraire, ce qui est maintenant à l'ordre du jour en Pologne, c'est l'explosion d'un chômage massif et la chute vertigineuse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Tous les secteurs vont devoir licencier pour être plus compétitifs sur le marché, et la libéralisation générale des prix va entraîner, selon les experts, une inflation de l'ordre de 900% par an ! La nourriture recouvrant déjà la moitié du budget d'une famille ouvrière en Pologne, on imagine le degré de misère intenable dans laquelle va être plongée la classe ouvrière de ce pays. D'ores et déjà, la famine commence à gagner la population des grandes villes, telle Varsovie où, ces dernières semaines, des centaines d'ouvriers réduits à l'indigence font quotidiennement la queue devant les distributions de soupes populaires instaurées par le très "démocratique" gouvernement Solidarnosc avec la bénédiction de l'Eglise.

Le gouvernement bourgeois de coalition, formé en majorité de membres de Solidarnosc et comprenant des ministres stalinien, tente ainsi sans vergogne de faire toujours plus payer le prix de la crise à la classe ouvrière.

Pour les ouvriers de Pologne, face au gouvernement actuel comme face aux précédents, il n'y a pas d'autre choix possible que de reprendre le chemin de la lutte massive sur leur propre terrain de classe.

Pat.

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème :

STALINISME ET SOCIAL-DEMOCRATIE DEUX BOURREAUX DU PROLETARIAT

NANTES :

Réunion publique le samedi 18 novembre à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanences les vendredis 3 novembre et 2 décembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 18 novembre et 9 décembre de 10h30 à 11h30.

TOURS :

Réunion publique le samedi 25 novembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Permanences le vendredi 3 novembre à 20h30 et le samedi 16 décembre à 17h, à la même adresse.
Vente de la presse les samedis 4 novembre et 16 décembre de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

MARSEILLE :

Réunion publique le vendredi 17 novembre à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.
Permanences les mercredis 8 novembre et 6 décembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse les samedis 18 novembre et 16 décembre au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 24 novembre à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredis 10 novembre et 8 décembre à 18h30, même adresse que la réunion publique.

Vente de la presse les dimanches 12 novembre et 10 décembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 24 novembre à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LYON :

Réunion publique le vendredi 24 novembre à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.
Permanence le mercredi 13 décembre à 18h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Lyon 2ème-M° Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, les dimanches 19 novembre et 10 décembre à partir de 11h30.

LILLE :

Réunion publique le samedi 18 novembre à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

PARIS :

Réunion publique le samedi 18 novembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence le samedi 25 novembre de 18h à 20h, même adresse que la RP.

ROUEN :

Permanence le samedi 18 novembre à 14h à la Halle-aux-Toiles.



LES CONVULSIONS MORTELLES DU STALINISME

Depuis plusieurs mois, la situation internationale est marquée par les convulsions extrêmement profondes qui secouent l'ensemble des pays du bloc de l'Est : explosions nationalistes en URSS, grève massive des mineurs en Sibérie, accession du syndicat Solidarnosc au gouvernement en Pologne, exode et manifestations massives en RDA, transformation du PC hongrois en parti social-démocrate... C'est à une vitesse accélérée que tous ces événements se sont précipités au point qu'on pourrait croire que l'histoire est devenue folle. Cette situation n'est pas un feu de paille : de l'autre côté du rideau de fer, c'est tout un pan du monde capitaliste qui est en train de s'écrouler. C'est tout le système stalinien, symbole monstrueux de la plus terrible contre-révolution de l'histoire, qui signe aujourd'hui sa faillite irrémédiable et qui entraîne dans son effondrement tout le bloc impérialiste constitué autour de l'URSS capitaliste. Bien entendu,

toute la bourgeoisie occidentale ne rate pas une occasion d'exprimer sa joie, de fêter, à sa manière, un tel événement historique. Partout, la liesse démocratique se déchaîne : "le communisme est mort", "vive la démocratie", "le capitalisme est le meilleur des mondes possibles". Face à cette gigantesque campagne d'intoxication idéologique, la classe ouvrière, elle, n'a aucun intérêt à hurler avec les loups. Contre les mensonges répandus par toutes les fractions bourgeoises, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, le prolétariat doit affirmer haut et fort : ce n'est pas le communisme qui est mort, mais un de ses ennemis les plus sanguinaires, le stalinisme ! Car c'est bien au sein d'un même système d'exploitation à l'Ouest, comme à l'Est, un système qui s'effondre sous les coups de boutoir d'une crise économique mondiale et sans issue, qu'on doit comprendre tous ces événements qui ébranlent le monde capitaliste aujourd'hui.

l'indispensable démocratisation du régime, en permettant que s'exprime un mouvement de contestation risquant de cristalliser l'énorme mécontentement qui existe au sein d'un prolétariat et d'une population soumis depuis des décennies à la plus brutale des contre-révolutions. Lorsque l'état de la terreur se relâche, lorsque la force armée perd de sa crédibilité, toute la haine accumulée pendant plus d'un demi-siècle vis-à-vis de ce régime risque d'exploser avec une violence à la mesure de toute l'oppression subie par la population. C'est ce qu'illustrent les mouvements nationalistes qui secouent depuis plusieurs mois les républiques du Caucase, les pays baltes, la Moldavie, l'Ukraine, de même que le caractère spectaculaire des luttes ouvrières de cet été en URSS.

Et dans la mesure où c'est également sur la force militaire que l'URSS a pu maintenir la cohésion interne de son bloc, l'incapacité actuelle de ce pays à déchaîner la répression comme c'était le cas dans le passé entraîne une dynamique d'éclatement du bloc. C'est pour cela que les forces centrifuges qui poussent à la sécession d'avec le pouvoir central de Moscou dans les pays satellites (tels la Hongrie et, dans une moindre mesure, la Pologne) peuvent aujourd'hui s'exprimer sans que les armées du Pacte de Varsovie ne soient à même d'intervenir avec la brutalité sanguinaire qu'on connaît comme c'était le cas, notamment en 53 en RDA, en 56 en Hongrie, en 68 en Tchécoslovaquie. Telle est la véritable signification des discours "pacifistes" de Gorbatchev de "non-ingérence dans les affaires intérieures" de ces pays. Ainsi, l'incapacité actuelle de l'URSS de maintenir la cohésion de son bloc signifie que c'est tout son empire qui est en train de s'effondrer. Ce phénomène de dislocation, d'implosion interne du bloc de l'Est, résulte des convulsions qui ravagent sa puissance dominante.

La Pérestroïka a donc ouvert une véritable boîte de Pandore en créant des situations de plus en plus incontrôlables. La politique centriste de Gorbatchev est, en réalité, un exercice de corde raide, d'équilibre instable entre les deux tendances dont l'affrontement est inévitable. La conclusion sanglante de cet affrontement, telle qu'on l'a vue récemment en Chine, donne une image de la brutalité des convulsions qui vont frapper à leur tour les pays du bloc de l'Est. Et ces affrontements seront d'autant plus violents que, en URSS comme dans ses pays satellites, se sont accumulées des quantités incroyables de haine au sein de la population à l'égard de la camarilla stalinienne synonyme de terreur, de massacres, de tortures, de famines et d'une arrogance cynique phénoménale.

Ainsi, dans ces pays s'est ouverte une période d'instabilité, de secousses, de chaos sans précédent dont les implications dépasseront très largement leurs frontières. En particulier, les convulsions qui vont encore s'accroître dans le bloc de l'Est, en retirant à l'URSS son statut de puissance mondiale, ouvrent les portes à une déstabilisation des constellations impérialistes qui étaient sorties de la seconde guerre mondiale avec les accords de Yalta.

L'AVENIR EST ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT MONDIAL

Le séisme qui ébranle le monde capitaliste aujourd'hui ne signifie nullement que la société s'achemine vers une nouvelle guerre mondiale. En réalité, l'effondrement actuel du bloc de l'Est constitue une des manifestations majeures de la décomposition générale du système capitaliste dont l'origine se trouve justement dans l'incapacité pour la bourgeoisie, du fait du développement des combats de classe depuis la fin des années 60, d'apporter sa propre réponse à la crise ouverte de l'économie mondiale, LA GUERRE GENERALISEE (4). En ce sens, plus que jamais la clé de la perspective historique se trouve entre les mains du prolétariat.

Avec l'aggravation inexorable de la crise économique, il est évident que le prolétariat des pays de l'Est va être amené à surgir de nouveau sur son propre terrain de classe face à la misère intenable et aux famines qu'il va connaître. Cependant, dans une telle situation de chaos généralisé, un réel danger menace aujourd'hui les ouvriers de ces pays : celui de se laisser entraîner derrière une clique bourgeoise contre une autre, au nom de la défense de la démocratie contre le totalitarisme, ce qui ne peut que le mener au massacre comme ce fut le cas en

(SUITE PAGE 7)

(1) Voir notre brochure "La décadence du capitalisme"

(2) L'effondrement de l'intérieur de la révolution en URSS au cours des années 20 a constitué une aubaine pour l'ensemble de la bourgeoisie mondiale. D'une part, cet effondrement signifiait la fin de la menace représentée par l'URSS des premières années qui ont suivi la révolution d'Octobre 17 et contre laquelle s'était mobilisée l'ensemble de la bourgeoisie en soutien des armées blanches. D'autre part, cette contre-révolution venue de l'intérieur permettait d'accréditer le mensonge de la nature "socialiste" du régime stalinien qui, pendant des décennies, a permis de dévoyer, de paralyser les luttes du prolétariat et de faire de l'idée même d'une révolution socialiste un véritable repoussoir. C'est le même mensonge que la bourgeoisie occidentale continue d'exploiter aujourd'hui en présentant la mort du stalinisme comme la "mort du communisme".

(3) Voir la Revue Internationale n°44, 51, 52, 53.

(4) Voir la Revue Internationale n°57 et 59.

■ La crise économique et politique qui frappe les pays du bloc de l'Est ne peut être comprise que dans le contexte historique de l'enfoncement du capitalisme dans sa période de décadence, de sa crise ouverte à la fin des années 60 et de l'accélération brutale de celle-ci au cours des années 80. Elle est avant tout une conséquence de l'impasse historique, de la faillite totale du mode de production capitaliste. Face aux convulsions insurmontables du système, ce sont évidemment les pays les plus sous-développés qui sont les premières victimes de cet effondrement général de l'économie mondiale. Cependant, dans le lot des pays arriérés, ceux du bloc de l'Est occupent une place particulière. En effet, l'arriération économique, notamment dans les pays tête de bloc, l'URSS, n'est pas le seul facteur qui permette de comprendre la gravité de telles convulsions, et en particulier l'extrême rapidité avec laquelle elles éclatent aujourd'hui à la surface du globe.

Une telle situation ne peut s'expliquer qu'à partir des particularités qui caractérisent l'économie de ces régimes notamment la forme spécifique que prend le capitalisme d'Etat dans ces pays.

LE CAPITALISME D'ETAT DANS LE BLOC DE L'EST UNE MONSTRUOSITE DE L'HISTOIRE

"L'emprise de l'Etat sur l'économie n'est pas un phénomène propre aux régimes staliniens. C'est un phénomène qui relève avant tout des conditions de survie du mode de production capitaliste dans la période de décadence (1). Si la tendance au capitalisme d'Etat est donc une donnée historique universelle, elle n'affecte cependant pas de façon identique tous les pays" (Revue Internationale 34).

Ainsi, dans les pays de l'Est, la forme particulière que prend le capitalisme d'Etat, se caractérise essentiellement par le degré extrême d'étatisation de leur économie. C'est sur cette caractéristique qu'a d'ailleurs reposé le mythe de leur nature "socialiste" distillé pendant des décennies par l'ensemble de la bourgeoisie mondiale, qu'elle soit de gauche ou de droite. L'étatisation de l'économie à l'Est n'est pas un acquis d'Octobre 17, comme le prétendent les staliniens et les trostkystes de tous bords. C'est un produit monstrueux de la contre-révolution stalinienne (qui s'est imposée avec la défaite de la révolution russe) qui trouve sa source dans les circonstances historiques de la constitution de l'URSS. En effet, contrairement au reste du monde, le développement du capitalisme d'Etat en URSS n'est pas un produit direct de l'évolution "naturelle" du capitalisme dans la période de décadence. "L'Etat capitaliste en URSS se reconstitue sur les débris de la révolution prolétarienne. La faible bourgeoisie de l'époque tsariste a été complètement éliminée par la révolution de 1917 (...). De ce fait, ce n'est ni elle, ni les partis traditionnels qui prennent en charge en Russie même l'inévitable contre-révolution résultant de la défaite de la révolution mondiale. Cette tâche est dévolue à l'Etat qui a surgi après la révolution et qui a rapidement absorbé le parti bolchévique (...). Par ce fait, la classe bourgeoise s'est reconstituée, non à partir de l'ancienne bourgeoisie (...) ni à partir d'une propriété individuelle des moyens de production, mais à partir de la bureaucratie du Parti-Etat et de la propriété étatique des moyens de production" (Revue Internationale 34) (2). Telles sont les circonstances particulières qui expliquent qu'en URSS la tendance universelle au capitalisme d'Etat ait pris cette forme extrême, caricaturale où la classe dominante s'est complètement confondue avec l'appareil d'Etat. C'est cet avatar du capitalisme décadent où tout le pouvoir économique et politique a été concentré entre les mains d'une bureaucratie parasitaire, qui est à l'origine des convulsions actuelles des régimes staliniens. Contrairement à la classe dominante dans les pays du bloc occidental, la bureaucratie stalinienne est une bourgeoisie dont le seul souci n'est pas de faire fructifier le capital en tenant compte des critères de compétitivité sur le marché, mais de se remplir les poches au détriment des intérêts de l'économie nationale. C'est ce mode de "gestion" aberrant, fondé sur une distorsion permanente, phénoménale, de la loi de la valeur, (dont l'origine se trouve dans la situation de relative autarcie du capital russe avant sa participation à la deuxième guerre mondiale) qui explique l'anarchie totale de

toute l'infrastructure économique de l'URSS et qui a rendu ce pays particulièrement vulnérable face à l'aggravation considérable de la crise tout au long des années 80. C'est ce mode de "gestion" que l'URSS a exporté dans ses pays satellites, en pillant leur économie et en leur imposant par la force armée le même type de régime au lendemain de la seconde guerre mondiale.

De plus, cette faiblesse congénitale résultant de la structure même du capitalisme d'Etat dans les pays à régime stalinien, s'est trouvée accentuée encore par le poids considérable des dépenses d'armements que l'URSS a été contrainte d'intensifier face à la pression du bloc occidental depuis le début de cette décennie. En obligeant le capital russe à accélérer son effort de guerre, l'offensive militaire déployée par le bloc US après la chute du Shah d'Iran et dont l'objectif visait à encercler l'URSS à l'intérieur des frontières de son glacis direct, a constitué un facteur supplémentaire qui a précipité la banqueroute totale de ce pays (3).

C'est face à cette situation de catastrophe économique que le rétablissement des mécanismes du marché, préconisé par les secteurs les moins irresponsables de la bureaucratie stalinienne, est devenu une nécessité vitale aujourd'hui afin de tenter de maintenir un tant soit peu l'économie à flot. C'est bien à cette nécessité impérieuse que s'efforce de répondre le programme de la pérestroïka dans les pays du bloc de l'Est.

LES CONVULSIONS DU STALINISME A L'AGONIE

Cependant, la mise en application de telles réformes économiques comporte des obstacles pratiquement insurmontables. Non seulement, parce que les mesures d'austérité draconiennes qu'elle implique (politique de "vérité des prix" et fermeture des entreprises non rentables) risquent de provoquer des explosions sociales dont les grèves massives des mineurs de Sibérie l'été dernier ne sont qu'un signe avant-coureur, mais, de plus, un tel programme ne peut que se heurter à la résistance acharnée de toute la clique des apparatchiks qui vont tenter de défendre bec et ongles le maintien de leurs privilèges.

C'est pour cela que cette transition vers le rétablissement d'une économie de marché ne peut se faire de façon progressive, harmonieuse, dans la mesure où c'est l'identité-même du régime stalinien, sa raison d'être qui risque d'être remise en question. L'instauration d'un nouveau mode de gestion de l'économie qui soit apte à affronter la concurrence mondiale implique nécessairement la disparition de la bourgeoisie sous sa forme actuelle en même temps que celle du parti unique avec lequel elle s'est confondue. Face à un tel enjeu, on comprend les résistances de la fraction conservatrice des partis staliniens. C'est le parti comme corps, comme entité sociale et comme classe dominante qui s'exprime à travers ces résistances. Car si un parti peut se suicider, une classe dominante, elle, ne se suicide pas. Ainsi, toute tentative de réforme économique ne peut absolument pas se faire sans une remise en question de toute la structure politique de l'appareil d'Etat et de l'idéologie qui la cimentent. C'est pour cela que la pérestroïka (la réforme économique) s'accompagne nécessairement de la "glasnost" (la réforme politique). En ce sens, la démocratisation de ces régimes ne constitue pas seulement un moyen de mystification du prolétariat face aux mesures d'austérité contenues dans le programme de la pérestroïka, mais elle est aussi et surtout un levier sur lequel s'appuient les réformateurs pour déboulonner la vieille garde conservatrice intéressée à maintenir le statu quo. La mise en oeuvre effective de telles réformes économiques ne peut, par conséquent, conduire qu'à un conflit ouvert entre les deux secteurs de la bourgeoisie, la bourgeoisie "d'Etat" et la bourgeoisie "libérale" (même si cette dernière se recrute également dans l'appareil d'Etat).

L'EFFONDREMENT D'UN SYSTEME BASE SUR LA TERREUR

La violence de ces convulsions ne se limitera pas au seul conflit entre les différentes cliques bourgeoises au sein de l'appareil d'Etat. C'est toute la société dans cette partie du monde qui va être aspirée dans de telles convulsions. En effet,

LES CONVULSIONS MORTELLES DU STALINISME

Depuis plusieurs mois, la situation internationale est marquée par les convulsions extrêmement profondes qui secouent l'ensemble des pays du bloc de l'Est : explosions nationalistes en URSS, grève massive des mineurs en Sibérie, accession du syndicat Solidarnosc au gouvernement en Pologne, exode et manifestations massives en RDA, transformation du PC hongrois en parti social-démocrate... C'est à une vitesse accélérée que tous ces événements se sont précipités au point qu'on pourrait croire que l'histoire est devenue folle. Cette situation n'est pas un feu de paille : de l'autre côté du rideau de fer, c'est tout un pan du monde capitaliste qui est en train de s'écrouler. C'est tout le système stalinien, symbole monstrueux de la plus terrible contre-révolution de l'histoire, qui signe aujourd'hui sa faillite irrémédiable et qui entraîne dans son effondrement tout le bloc impérialiste constitué autour de l'URSS capitaliste. Bien entendu,

toute la bourgeoisie occidentale ne rate pas une occasion d'exprimer sa joie, de fêter, à sa manière, un tel événement historique. Partout, la liesse démocratique se déchaîne : "le communisme est mort", "vive la démocratie", "le capitalisme est le meilleur des mondes possibles". Face à cette gigantesque campagne d'intoxication idéologique, la classe ouvrière, elle, n'a aucun intérêt à hurler avec les loups. Contre les mensonges répandus par toutes les fractions bourgeoises, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, le prolétariat doit affirmer haut et fort : ce n'est pas le communisme qui est mort, mais un de ses ennemis les plus sanguinaires, le stalinisme ! Car c'est bien au sein d'un même système d'exploitation à l'Ouest, comme à l'Est, un système qui s'effondre sous les coups de boutoir d'une crise économique mondiale et sans issue, qu'on doit comprendre tous ces événements qui ébranlent le monde capitaliste aujourd'hui.

■ La crise économique et politique qui frappe les pays du bloc de l'Est ne peut être comprise que dans le contexte historique de l'enfoncement du capitalisme dans sa période de décadence, de sa crise ouverte à la fin des années 60 et de l'accélération brutale de celle-ci au cours des années 80. Elle est avant tout une conséquence de l'impasse historique, de la faillite totale du mode de production capitaliste. Face aux convulsions insurmontables du système, ce sont évidemment les pays les plus sous-développés qui sont les premières victimes de cet effondrement général de l'économie mondiale. Cependant, dans le lot des pays arriérés, ceux du bloc de l'Est occupent une place particulière. En effet, l'arriération économique, notamment dans les pays tête de bloc, l'URSS, n'est pas le seul facteur qui permette de comprendre la gravité de telles convulsions, et en particulier l'extrême rapidité avec laquelle elles éclatent aujourd'hui à la surface du globe.

Une telle situation ne peut s'expliquer qu'à partir des particularités qui caractérisent l'économie de ces régimes notamment la forme spécifique que prend le capitalisme d'Etat dans ces pays.

LE CAPITALISME D'ETAT DANS LE BLOC DE L'EST UNE MONSTRUOSITE DE L'HISTOIRE

"L'emprise de l'Etat sur l'économie n'est pas un phénomène propre aux régimes staliniens. C'est un phénomène qui relève avant tout des conditions de survie du mode de production capitaliste dans la période de décadence (1). Si la tendance au capitalisme d'Etat est donc une donnée historique universelle, elle n'affecte cependant pas de façon identique tous les pays" (Revue Internationale 34).

Ainsi, dans les pays de l'Est, la forme particulière que prend le capitalisme d'Etat, se caractérise essentiellement par le degré extrême d'étatisation de leur économie. C'est sur cette caractéristique qu'a d'ailleurs reposé le mythe de leur nature "socialiste" distillé pendant des décennies par l'ensemble de la bourgeoisie mondiale, qu'elle soit de gauche ou de droite. L'étatisation de l'économie à l'Est n'est pas un acquis d'Octobre 17, comme le prétendent les staliniens et les trostkyistes de tous bords. C'est un produit monstrueux de la contre-révolution stalinienne (qui s'est imposée avec la défaite de la révolution russe) qui trouve sa source dans les circonstances historiques de la constitution de l'URSS. En effet, contrairement au reste du monde, le développement du capitalisme d'Etat en URSS n'est pas un produit direct de l'évolution "naturelle" du capitalisme dans la période de décadence. "L'Etat capitaliste en URSS se reconstitue sur les débris de la révolution prolétarienne. La faible bourgeoisie de l'époque tsariste a été complètement éliminée par la révolution de 1917 (...). De ce fait, ce n'est ni elle, ni les partis traditionnels qui prennent en charge en Russie même l'inévitable contre-révolution résultant de la défaite de la révolution mondiale. Cette tâche est dévolue à l'Etat qui a surgi après la révolution et qui a rapidement absorbé le parti bolchévique (...). Par ce fait, la classe bourgeoise s'est reconstituée, non à partir de l'ancienne bourgeoisie (...). ni à partir d'une propriété individuelle des moyens de production, mais à partir de la bureaucratie du Parti-Etat et de la propriété étatique des moyens de production" (Revue Internationale 34) (2). Telles sont les circonstances particulières qui expliquent qu'en URSS la tendance universelle au capitalisme d'Etat ait pris cette forme extrême, caricaturale où la classe dominante s'est complètement confondue avec l'appareil d'Etat. C'est cet avatar du capitalisme décadent où tout le pouvoir économique et politique a été concentré entre les mains d'une bureaucratie parasitaire, qui est à l'origine des convulsions actuelles des régimes staliniens. Contrairement à la classe dominante dans les pays du bloc occidental, la bureaucratie stalinienne est une bourgeoisie dont le seul souci n'est pas de faire fructifier le capital en tenant compte des critères de compétitivité sur le marché, mais de se remplir les poches au détriment des intérêts de l'économie nationale. C'est ce mode de "gestion" aberrant, fondé sur une distorsion permanente, phénoménale, de la loi de la valeur, (dont l'origine se trouve dans la situation de relative autarcie du capital russe avant sa participation à la deuxième guerre mondiale) qui explique l'anarchie totale de

toute l'infrastructure économique de l'URSS et qui a rendu ce pays particulièrement vulnérable face à l'aggravation considérable de la crise tout au long des années 80. C'est ce mode de "gestion" que l'URSS a exporté dans ses pays satellites, en pillant leur économie et en leur imposant par la force armée le même type de régime au lendemain de la seconde guerre mondiale.

De plus, cette faiblesse congénitale résultant de la structure même du capitalisme d'Etat dans les pays à régime stalinien, s'est trouvée accentuée encore par le poids considérable des dépenses d'armements que l'URSS a été contrainte d'intensifier face à la pression du bloc occidental depuis le début de cette décennie. En obligeant le capital russe à accélérer son effort de guerre, l'offensive militaire déployée par le bloc US après la chute du Shah d'Iran et dont l'objectif visait à encercler l'URSS à l'intérieur des frontières de son glacis direct, a constitué un facteur supplémentaire qui a précipité la banqueroute totale de ce pays (3).

C'est face à cette situation de catastrophe économique que le rétablissement des mécanismes du marché, préconisé par les secteurs les moins irresponsables de la bureaucratie stalinienne, est devenu une nécessité vitale aujourd'hui afin de tenter de maintenir un tant soit peu l'économie à flot. C'est bien à cette nécessité impérieuse que s'efforce de répondre le programme de la pérestroïka dans les pays du bloc de l'Est.

LES CONVULSIONS DU STALINISME A L'AGONIE

Cependant, la mise en application de telles réformes économiques comporte des obstacles pratiquement insurmontables. Non seulement, parce que les mesures d'austérité draconiennes qu'elle implique (politique de "vérité des prix" et fermeture des entreprises non rentables) risquent de provoquer des explosions sociales dont les grèves massives des mineurs de Sibérie l'été dernier ne sont qu'un signe avant-coureur, mais, de plus, un tel programme ne peut que se heurter à la résistance acharnée de toute la clique des apparatchiks qui vont tenter de défendre bec et ongles le maintien de leurs privilèges.

C'est pour cela que cette transition vers le rétablissement d'une économie de marché ne peut se faire de façon progressive, harmonieuse, dans la mesure où c'est l'identité-même du régime stalinien, sa raison d'être qui risque d'être remise en question. L'instauration d'un nouveau mode de gestion de l'économie qui soit plus apte à affronter la concurrence mondiale implique nécessairement la disparition de la bourgeoisie sous sa forme actuelle en même temps que celle du parti unique avec lequel elle s'est confondue. Face à un tel enjeu, on comprend les résistances de la fraction conservatrice des partis staliniens. C'est le parti comme corps, comme entité sociale et comme classe dominante qui s'exprime à travers ces résistances. Car si un parti peut se suicider, une classe dominante, elle, ne se suicide pas. Ainsi, toute tentative de réforme économique ne peut absolument pas se faire sans une remise en question de toute la structure politique de l'appareil d'Etat et de l'idéologie qui la cimentent. C'est pour cela que la pérestroïka (la réforme économique) s'accompagne nécessairement de la "glasnost" (la réforme politique). En ce sens, la démocratisation de ces régimes ne constitue pas seulement un moyen de mystification du prolétariat face aux mesures d'austérité contenues dans le programme de la pérestroïka, mais elle est aussi et surtout un levier sur lequel s'appuient les réformateurs pour déboulonner la vieille garde conservatrice intéressée à maintenir le statu quo. La mise en oeuvre effective de telles réformes économiques ne peut, par conséquent, conduire qu'à un conflit ouvert entre les deux secteurs de la bourgeoisie, la bourgeoisie "d'Etat" et la bourgeoisie "libérale" (même si cette dernière se recrute également dans l'appareil d'Etat).

L'EFFONDREMENT D'UN SYSTEME BASE SUR LA TERREUR

La violence de ces convulsions ne se limitera pas au seul conflit entre les différentes cliques bourgeoises au sein de l'appareil d'Etat. C'est toute la société dans cette partie du monde qui va être aspirée dans de telles convulsions. En effet,

l'indispensable démocratisation du régime, en permettant que s'exprime un mouvement de contestation risquant de cristalliser l'énorme mécontentement qui existe au sein d'un prolétariat et d'une population soumise depuis des décennies à la plus brutale des contre-révolutions. Lorsque l'état de la terreur se relâche, lorsque la force armée perd de sa crédibilité, toute la haine accumulée pendant plus d'un demi-siècle vis-à-vis de ce régime risque d'exploser avec une violence à la mesure de toute l'oppression subie par la population. C'est ce qu'illustrent les mouvements nationalistes qui secouent depuis plusieurs mois les républiques du Caucase, les pays baltes, la Moldavie, l'Ukraine, de même que le caractère spectaculaire des luttes ouvrières de cet été en URSS.

Et dans la mesure où c'est également sur la force militaire que l'URSS a pu maintenir la cohésion interne de son bloc, l'incapacité actuelle de ce pays à déchaîner la répression comme c'était le cas dans le passé entraîne une dynamique d'éclatement du bloc. C'est pour cela que les forces centrifuges qui poussent à la sécession d'avec le pouvoir central de Moscou dans les pays satellites (tels la Hongrie et, dans une moindre mesure, la Pologne) peuvent aujourd'hui s'exprimer sans que les armées du Pacte de Varsovie ne soient à même d'intervenir avec la brutalité sanguinaire qu'on connaît comme c'était le cas, notamment en 53 en RDA, en 56 en Hongrie, en 68 en Tchécoslovaquie. Telle est la véritable signification des discours "pacifistes" de Gorbatchev de "non-ingérence dans les affaires intérieures" de ces pays. Ainsi, l'incapacité actuelle de l'URSS de maintenir la cohésion de son bloc signifie que c'est tout son empire qui est en train de s'effondrer. Ce phénomène de dislocation, d'implosion interne du bloc de l'Est, résulte des convulsions qui ravagent sa puissance dominante.

La Pérestroïka a donc ouvert une véritable boîte de Pandore en créant des situations de plus en plus incontrôlables. La politique centriste de Gorbatchev est, en réalité, un exercice de corde raide, d'équilibre instable entre les deux tendances dont l'affrontement est inévitable. La conclusion sanglante de cet affrontement, telle qu'on l'a vue récemment en Chine, donne une image de la brutalité des convulsions qui vont frapper à leur tour les pays du bloc de l'Est. Et ces affrontements seront d'autant plus violents que, en URSS comme dans ses pays satellites, se sont accumulées des quantités incroyables de haine au sein de la population à l'égard de la camarilla stalinienne synonyme de terreur, de massacres, de tortures, de famines et d'une arrogance cynique phénoménale.

Ainsi, dans ces pays s'est ouverte une période d'instabilité, de secousses, de chaos sans précédent dont les implications dépasseront très largement leurs frontières. En particulier, les convulsions qui vont encore s'accroître dans le bloc de l'Est, en retirant à l'URSS son statut de puissance mondiale, ouvrent les portes à une déstabilisation des constellations impérialistes qui étaient sorties de la seconde guerre mondiale avec les accords de Yalta.

L'AVENIR EST ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT MONDIAL

Le séisme qui ébranle le monde capitaliste aujourd'hui ne signifie nullement que la société s'achemine vers une nouvelle guerre mondiale. En réalité, l'effondrement actuel du bloc de l'Est constitue une des manifestations majeures de la décomposition générale du système capitaliste dont l'origine se trouve justement dans l'incapacité pour la bourgeoisie, du fait du développement des combats de classe depuis la fin des années 60, d'apporter sa propre réponse à la crise ouverte de l'économie mondiale, LA GUERRE GENERALISEE (4). En ce sens, plus que jamais la clé de la perspective historique se trouve entre les mains du prolétariat.

Avec l'aggravation inexorable de la crise économique, il est évident que le prolétariat des pays de l'Est va être amené à surgir de nouveau sur son propre terrain de classe face à la misère intenable et aux famines qu'il va connaître. Cependant, dans une telle situation de chaos généralisé, un réel danger menace aujourd'hui les ouvriers de ces pays : celui de se laisser entraîner derrière une clique bourgeoise contre une autre, au nom de la défense de la démocratie contre le totalitarisme, ce qui ne peut que le mener au massacre comme ce fut le cas en

(SUITE PAGE 7)

(1) Voir notre brochure "La décadence du capitalisme"

(2) L'effondrement de l'intérieur de la révolution en URSS au cours des années 20 a constitué une aubaine pour l'ensemble de la bourgeoisie mondiale. D'une part, cet effondrement signifiait la fin de la menace représentée par l'URSS des premières années qui ont suivi la révolution d'Octobre 17 et contre laquelle s'était mobilisée l'ensemble de la bourgeoisie en soutien des armées blanches. D'autre part, cette contre-révolution venue de l'intérieur permettait d'accréditer le mensonge de la nature "socialiste" du régime stalinien qui, pendant des décennies, a permis de dévoyer, de paralyser les luttes du prolétariat et de faire de l'idée même d'une révolution socialiste un véritable repoussoir. C'est le même mensonge que la bourgeoisie occidentale continue d'exploiter aujourd'hui en présentant la mort du stalinisme comme la "mort du communisme".

(3) Voir la Revue Internationale n°44, 51, 52, 53.

(4) Voir la Revue Internationale n°57 et 59.

LES CONVULSIONS MORTELLES DU STALINISME

(SUITE DE LA PAGE 5)

Espagne en 1936. Et ce danger est d'autant plus important que le prolétariat de ces pays est particulièrement vulnérable face aux mystifications démocratiques, nationalistes, syndicalistes, religieuses qui résultent de son retard politique accumulé par plus d'un demi-siècle de soumission à la terreur stalinienne.

La gravité de la situation historique présente constitue un appel au prolétariat des pays centraux du capitalisme. Elle souligne toute la responsabilité qui repose entre les mains des bataillons les plus expérimentés du prolétariat mondial. Seul le développement des combats de classe dans les grandes concentrations industrielles d'Europe occidentale peut apporter une perspective aux luttes ouvrières qui vont surgir dans les pays de l'Est. Seule la dénonciation dans et par la lutte de tous les pièges et mystifications démocratiques dans les pays occidentaux peut permettre aux ouvriers des pays de l'Est de ne pas se laisser détourner de leur terrain de classe, de déjouer à leur tour tous les pièges que la bourgeoisie tendra sur leur chemin.

Mais pour être à la hauteur de cette immense responsabilité que l'accélération de l'Histoire lui confie aujourd'hui, le prolétariat des pays du bloc occidental doit d'abord refuser à tout prix

d'adhérer aux campagnes démocratiques qui se déchaînent à l'heure actuelle, et qui ne visent qu'un seul objectif : extirper de sa conscience la seule perspective porteuse d'avenir pour l'humanité, la révolution communiste. Face à cette gigantesque propagande sur le thème de la "mort du communisme", la classe ouvrière doit non seulement continuer à développer ses luttes contre les attaques incessantes du capital, mais elle doit aussi se réapproprier son propre passé enfoui par plus d'un demi-siècle de contre-révolution. Un passé que toute la bourgeoisie mondiale, qu'elle soit démocratique ou totalitaire a effacé de sa mémoire en édifiant sur les décombres de la révolution russe cet effroyable mensonge qu'a été le stalinisme.

Octobre 17 appartient au prolétariat, pas le stalinisme. Face à la barbarie croissante dans laquelle le capitalisme entraîne l'humanité, plus que jamais, il revient au prolétariat de reprendre le cri de guerre de l'Internationale Communiste : SOCIALISME OU BARBARIE ! Plus que jamais reste vivante le mot d'ordre du Manifeste Communiste : "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
(15/10/89)

TROTSKYSME, STALINISME

MEME COMBAT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

(SUITE DE LA PAGE 8)

Derrière un langage "anti-impérialiste" démagogique, ils ont milité pour que l'impérialisme américain abandonne son emprise sur les régions et les pays du globe qui constituent l'enjeu de la rivalité entre les deux grands blocs, c'est-à-dire laissent la place à l'impérialisme russe.

Sous prétexte de "lutte pour l'indépendance nationale" - c'est-à-dire du droit pour chaque bourgeoisie de pouvoir exploiter sans partage "sa" propre classe ouvrière dans le cadre des frontières nationales de son Etat - les trotskystes ont appelé les prolétaires des pays dits du "Tiers-Monde" à s'enrôler et à mourir derrière la fraction de la bourgeoisie nationale "la plus progressiste", "la moins réactionnaire" ou "la plus révolutionnaire" qui s'avérait en fait être la plus "pro-russe".

Les trotskystes ont en fait lutté pour que les travailleurs du monde entier soutiennent ces "luttes de libération nationale", agrandissant encore plus le fossé entre les prolétaires de chaque pays, en leur faisant s'entretuer, les détournant de leur véritable ennemi : la bourgeoisie mondiale, chaque bourgeoisie nationale, chaque impérialisme !

*
**

Ainsi, les trotskystes ont déjà par le passé, chaque fois qu'ils en avaient les moyens, apporté leur contribution à la défense du capitalisme. Aujourd'hui que la réalité se charge de mettre en évidence de façon claire la nature anti-ouvrière et la faillite des régimes dits "socialistes", il leur appartient d'apporter leur petite pierre à l'édifice des mystifications bourgeoises. En particulier, alors que la bourgeoisie de tous les pays fait tout son possible pour convaincre les ouvriers que c'est le communisme qui est en train de mourir, que commu-

nisme égale stalinisme, afin de les détourner de toute idée de faire la révolution, les trotskystes sont à nouveau sollicités. C'est à eux qu'il revient de faire croire qu'il y a "quand même" quelque chose de vrai dans cette égalité à tous ceux qui refusent de se laisser prendre par ces campagnes mensongères.

Comme à leur habitude, comme du temps où il s'agissait, au nom d'un antifascisme "de classe" et du soutien "critique" aux "acquis d'Octobre", d'embrigader dans la guerre impérialiste les ouvriers qui rejettent les discours chauvins et démocratiques "classiques", ceux qui refusaient l'ignominie du stalinisme, les trotskystes sont une nouvelle fois les rabatteurs des campagnes bourgeoises. Aujourd'hui comme hier, ils sont les ennemis de la classe ouvrière.

Moro

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.
Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

Rouen : D.:200 Fr
Nantes : Dc:200 Fr, Ly:50 Fr, Al:100 Fr
Tours : Mallers:100 Fr, Stanley:45 Fr, DD:30 Fr,
Nat:35 Fr, Lau:100 Fr, Bacalao:60 Fr
TOTAL : 920,00 Fr
TOTAL 1989 : 17.401,50 Fr

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
."Mimesis", 58 rue de Grassis.
."Machine à Lire", 13 rue de la Devise.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente.
."Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
."Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : "Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
."Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des
Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
."Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage,
Métro Fives
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
."Maison de la Presse, 1 chemin de la
Gavotte. 13005
."Maison de la Presse, , rue Lamartine,
13500 Martigues

."Maison de la Presse, quai Stalingrad,
13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : "Maison de la Presse,
rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
."Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame
de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
."Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
."Le Vulcain", quai Stalingrad La Seyne sur Mer
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
."FNAC", 1 bis place Occitane
."Les Arcades, place du Capitole

PUBLICATIONS DU C.C.I.:

ÉCRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 283 NEW YORK, N.Y. 10018-0283 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WP Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
EM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Pour tous contact, correspondance ou souscription,
écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec
la mention suivante : R.I./R.M

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 Paris Cedex 01

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Indi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription,
écrire à l'adresse de World Revolution, avec la
mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou
postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581
75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque :
à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre
de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du
versement (abonnement journal ou revue, commande de
brochure ou soutien, etc...)

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse
autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI :
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale :
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU C.C.I. :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES
ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F pour frais d'envoi
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE
D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC
d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011 PARIS
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

TROTSKYSME, STALINISME, MEME COMBAT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Avec les convulsions qui secouent les pays soi-disant "socialistes", ce n'est pas le communisme qui se meurt mais bien le stalinisme, c'est-à-dire le fer de lance de la terrible contre-révolution qui a pesé pendant près d'un demi-siècle sur la classe ouvrière mondiale en même temps que le plus grand mensonge de l'histoire. Dans son travail répugnant contre le prolétariat, le stalinisme a pu compter depuis la seconde guerre mondiale, sur le soutien "critique" du trotskysme qui, après avoir constitué à l'origine une réaction contre le premier, l'a rejoint par la suite dans le camp du capital. Aujourd'hui que le stalinisme s'effondre, on peut faire confiance aux trotskystes pour crier à tue-tête qu'ils l'ont toujours combattu, qu'ils ont dû subir ses persécutions, afin de ne pas être confondus avec un courant politique dont bientôt personne n'osera se réclamer. Il revient aux révolutionnaires, aux véritables communistes, de rappeler quelle fut la trajectoire du trotskysme et en particulier de montrer comment les trotskystes ont contribué, aux côtés des staliniens et de manière plus pernicieuse encore, à répandre le grand mensonge des "acquis ouvriers" de l'URSS.

Les trotskystes sont les champions toutes catégories du double langage, et ils ne sont jamais plus proches d'un soutien effectif que quand ils dénoncent très fort ; cela s'est manifesté tout au long de ces cinquante dernières années, et le moment le plus fort de cette attitude est bien la critique à Staline (l'ennemi juré) et l'appel à soutenir la Russie durant la seconde guerre mondiale.

LES SERGENTS RECRUTEURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Les trotskystes aujourd'hui prennent le soin de déformer ou de cacher l'importance de leurs activités durant la seconde guerre mondiale. Seuls les plus cyniques et les plus stupides d'entre eux défendent cette partie de leur carrière sans aucune honte. Mais en général, les trotskystes se montrent très discrets pour discuter de leurs activités au cours de la guerre, dans la mesure où ceci ferait apparaître au grand jour que leurs déclarations d'"internationalisme" et d'"antistalinisme" authentiques ne sont rien d'autre que des mensonges. La vérité est que les trotskystes, pendant la seconde guerre, suivirent en pratique ce que, jusque là, ils avaient surtout défendu en paroles (bien qu'au cours de la guerre civile espagnole, en 1936-38, les trotskystes eussent déjà participé à un conflit inter-imperialiste en se rangeant aux côtés de la République. A cette époque, Trotsky lui-même prétendit que les révolutionnaires devraient être de "bons soldats" dans l'armée républicaine !).

A la veille de la seconde guerre mondiale, le trotskysme était déjà immergé dans la politique réactionnaire de "moindre mal". Il avait rejoint le chœur antifasciste de la bourgeoisie démocratique - c'est-à-dire ses préparatifs de guerre - en prenant l'excuse que l'anti-fascisme représentait un "pont vers les masses". Un pont effectivement il l'était, mais un pont construit par les bourgeoisies imperialistes démocratique et stalinienne dans le but de militariser le prolétariat et la population en préparation à un nouveau repartage du marché mondial. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, Trotsky alla jusqu'à presser l'imperialisme américain de se rapprocher de la Russie pour contrer la menace du Japon et de l'Allemagne ! Cette perspective "tactique" de soutien à un camp imperialiste contre un autre (sans l'admettre ouvertement) fut mise en pratique par le trotskysme sous de multiples vocables dans les années 30 (soutien à la "résistance coloniale" en Ethiopie, en Chine et au Mexique, soutien à l'Espagne républicaine, etc.). Le soutien du trotskysme aux préparatifs de guerre de l'imperialisme russe fut également très clair pendant toute cette période (annexion des pays baltes

et de la moitié de la Pologne en 1939), dissimulé derrière le slogan de "défense de la patrie soviétique".

Les activités des trotskystes pendant la seconde guerre mondiale - où, à part quelques exceptions, ils participèrent activement aux mouvements de Résistance inféodés aux imperialismes "alliés" et stalinien - constituèrent le pas définitif du mouvement trotskyste vers le camp du capital. A partir de ce moment, la nature de classe du trotskysme en tant que courant politique ne pouvait plus être que capitaliste. Les chiens de garde les plus radicaux et les plus bruyants de l'aile gauche du capitalisme, c'est ce que toutes les organisations trotskystes - grandes ou petites - ont été depuis la guerre.

Mais, peut-on se demander, pourquoi diable les trotskystes sont si attachés à la défense de l'URSS, quand celle-ci fit assassiner Trotsky et les persécuta durant des décennies ? Si les trotskystes sont très pudiques quant à leur engagement dans la guerre mondiale, ils le sont actuellement autant sur la nature de l'URSS. C'est pourtant là que réside le fond même de toute leur dégénérescence historique et qui les a rangés définitivement dans le camp du capital lors de la seconde guerre mondiale.

LES MENSONGES SUR LA NATURE DE L'URSS

La révolution de 1917 en Russie avait fait se lever un immense espoir pour les ouvriers du monde entier. Là-bas, la classe ouvrière avait chassé la bourgeoisie, elle était en train d'abolir l'exploitation, le règne de la liberté s'ouvrirait enfin. Pour tous les révolutionnaires, le succès de ce moment de la révolution internationale était conditionné par la victoire de la révolution dans les autres pays, et particulièrement en Allemagne dans un premier temps. En attendant, la Russie révolutionnaire devait tenir le coup.

Comme le souligna maintes et maintes fois Lénine, la seule forme économique que pouvait instaurer la dictature prolétarienne affamée et assiégée était le capitalisme d'Etat. Non parce qu'on avançait par là dans la voie au socialisme, mais par nécessité de sauvegarder le pouvoir de classe en attendant le "relais" de la révolution mondiale. Toute la politique des Bolcheviks après 17 était fondée sur la compréhension qu'en dehors d'un internationalisme rigoureux, il n'y avait pas de salut pour la révo-

lution d'Octobre. Sans le secours du prolétariat international, le pouvoir prolétarien en Russie était condamné soit à la destruction physique, soit à la dégénérescence interne.

Les révolutionnaires avaient cette compréhension en Octobre et durant les premières années qui suivirent. Les successives défaites du prolétariat dans les années 20, particulièrement en Allemagne, sonnèrent le glas de la vague révolutionnaire qui avait mis un terme à la barbarie de la première guerre mondiale. Le poids de la contre-révolution se fit ressentir en Russie à travers un renforcement formidable de l'appareil d'Etat, qui entraîna une multitude de mesures anti-ouvrières : soumission de la classe au Parti et à l'Etat, embrigadement par les syndicats, signature d'accords secrets avec d'autres Etats (celui de Rapallo en 1922 donnait aux troupes allemandes qui s'affrontaient à la classe ouvrière en Allemagne le droit de s'entraîner sur le territoire russe), économie de guerre, répression sanglante des luttes ouvrières.

Au fil des années disparurent tous les acquis fondamentaux de la révolution d'Octobre, qui n'étaient nullement économiques mais uniquement politiques : pouvoir de la classe ouvrière et internationalisme. Les minorités qui surgirent alors pour lutter contre la dégénérescence du Parti Bolchevik et de la IIIème Internationale (l'IC) furent soumises dès le début des années 20 à une répression qui empira au fur et à mesure que triomphait la contre-révolution, et que se renforçait en Russie le capitalisme d'Etat. Le lent processus de dégénérescence de l'IC et de la révolution russe permit donc les illusions sur la nature "prolétarienne" de l'Etat russe, faisant de ce dernier - qui avait été conçu par les révolutionnaires comme une nécessité provisoire - une vertu et un acquis prolétarien. En corollaire, la falsification atteignit son sommet avec la proclamation par le parti bolchevik puis par l'ensemble de l'I.C. de la possibilité du "socialisme en un seul pays".

C'est ainsi que se manifesta d'abord le triomphe de la plus profonde contre-révolution qu'ait connue la classe ouvrière. L'"Opposition de gauche" animée par Trotsky, si elle critique cette proclamation, n'en partage pas moins les prémisses. Pour elle, l'Etat russe restait un Etat "ouvrier" (Trotsky parla toujours de la "patrie socialiste") et les mesures de capitalisme d'Etat restaient des acquis de la classe ouvrière !

Elle se constitue dans la période de contre-révolution et n'a pas la force de se dégager de son tourbillon. Elle reprend entièrement à son compte les erreurs de l'I.C., à tel point qu'elle se conçoit et agit jusqu'en 1933 comme "opposition loyale" à la politique de l'I.C.. A partir de 1933, bien que "compréhendant" enfin la fonction contre-révolutionnaire des partis staliniens, elle continue cependant à les considérer comme des partis "ouvriers" et à agir en conséquence, développant jusqu'à l'absurde les conceptions fausses qui avaient précédé à sa constitution et qui vont de plus en plus s'avérer être des justifications "critiques" à la gauche et au triomphe de la contre-révolution.

APOTRES DE L'IMPERIALISME RUSSE

Le "Programme de Transition", adopté en 1938 par la "IVème Internationale" trotskyste, préconisait la "défense inconditionnelle de l'URSS" en cas de guerre et avançait par ailleurs le mot d'ordre d'indépendance nationale pour les pays arriérés soumis à l'imperialisme (c'est-à-dire le reste du monde). Fidèles à la lettre de telles orientations, les trotskystes dans leur ensemble n'ont pas manqué, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, une seule occasion de soutenir le bloc imperialiste russe contre le bloc imperialiste américain.

(SUITE PAGE 7)

Courant Communiste International Revue Internationale / 59

4ème trimestre 1988

16 N°/78 fr

CONVULSIONS CAPITALISTES
ET LUTTES OUVRIERES

SEME CONGRES DU CCI
Les enjeux du Congrès
La situation internationale

LES VRAIES CAUSES
DE LA 2ème GUERRE MONDIALE
(Gauche Communiste de France, 1945)

LE RAPPORT FRACTION-PARTI
Polémique avec "Battaglia Comunista"



Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

"ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont **partout** des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "lutes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances imperialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance imperialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.